

---

**CONSEIL REGIONAL**  
**GROUPE COMMUNISTE**

---

**BUDGET SUPPLEMENTAIRE POUR L'EXERCICE 2009**  
**(DM2)**

**Intervention de François Dumon**

Monsieur le Président,

Je trouve nos collègues de l'opposition bien énervés ce matin, je ne comprend pas ce qui leur arrive, je les ai connus beaucoup plus calme, peut-être que les échéances à venir les excitent un peu.

Ce que je voulais dire, c'est que dans cette DM on peut constater les premiers impacts de la crise et bien sûr cela impacte les finances de la Région. Vous l'avez dit, M. le Président, c'est d'abord une baisse significative, importante, des recettes en cartes grises, alors j'entends parler du plan de relance, du plan automobile. On peut voir que les effets sont assez modestes avec une baisse importante, 5,7 millions d'€ sur les cartes grises. Ce que je constate aussi, c'est que les véhicules qui sont achetés sont des petites cylindrés, la crise pèse donc sur la consommation des ménages. Dans ce domaine, le plan de relance est particulièrement défail.

Sur la TIPP, si on peut se féliciter que les gens consomment moins d'essence, il y a des gens qui ne peuvent plus se déplacer car ils n'ont plus les moyens, c'est un point que nous devons prendre en compte.

Quand on regarde cette DM, c'est 10 millions d'€ qui doivent être assumé par la Région.

Je voudrais attirer l'attention de mes collègues UMP, nous ne pouvons pas faire comme l'État dans les collectivités. Nous n'avons pas le droit au déficit budgétaire, il faut équilibrer nos recettes et nos dépenses. C'est très facile au niveau de l'État de trouver des milliards, qui par ailleurs nous n'avions pas avant. L'État était quasiment en faillite, aujourd'hui on trouve des milliards, on fait maintenant un plan par mois et on trouve des milliards pour mettre dans ces plans.

L'État aujourd'hui a un déficit important. Un jour d'ailleurs, il faudrait que l'on ait un débat sur les chiffres que j'ai donné tout à l'heure dans mon propos, notamment sur le CA, que l'on pouvait trouver des moyens si on voulait dans ce domaine pour palier et pour répondre aux besoins de nos concitoyens.

Là nous n'avons aucune marge de manoeuvre. Nous n'avons aucune possibilité de mettre la collectivité en déficit comme l'État le fait actuellement, et puis, plus aucune autonomie financière des collectivités. Si je regarde le CA, au niveau des recettes, on tourne autour de 27 % de recettes fiscales, tout le reste c'est des compensation de l'État ou d'autres recettes où nous avons aucun point d'actions. Ce sont des éléments à prendre en compte.

A la fois le CA nous montre que nous avons une gestion équilibrée dans cette région et puis la DM où nous avons trouvé des marges de manoeuvre pour répondre aux besoins.

Le premier point avec lequel nous avons répondu c'est le Plan Jeune. Je voudrais, M. le Président m'en féliciter puisque c'est une première approche. Ce sont des mesures prises dans l'urgence. Nous avons budgétisé 1,260 millions d'€ sur cette DM pour répondre à l'urgence. Je crois que c'est un premier pas important en direction de nos concitoyens.

Le deuxième point que je souhaitais évoquer concerne le Plan de Relance. M. Vasseur, je ne sais pas où vous trouvez vos informations concernant le plan de relance gouvernemental. Quand on regarde ce qui se passe dans cette région, si j'examine le contrat de projet État-Région, qu'est ce que je remarque ? L'État rattrape des retards dans l'ensemble du plan de relance aujourd'hui et les financements qui sont apportés par l'État, ce sont des financements qui avaient pris du retard. Je pense notamment au domaine de l'éducation. On a listé toutes les opérations dans les universités de la région et qu'est ce qu'on constate, que l'État a pris deux, voir trois ans de retard. Alors un plan de relance de cette nature est déplacé. Si nous avions été accompagné et si l'État avait souhaité nous accompagner nous aurions pu avoir un plan de relance beaucoup plus important puisque nous aurions réalisé ces opérations et on aurait pu en engager d'autres si l'État n'avait pas pris ce retard.

Alors, M. Vasseur, avant de dégager le ballon dans le camp d'en face, il faut regarder dans son propre camp voir ce qui se passe, l'État a là un certain nombre de responsabilités qu'il faut avoir le courage d'assumer devant les électeurs. Nous sommes pour notre part prêts à le faire.

C'était les trois grandes remarques que je voulais faire. Je pense que l'on ne va pas pouvoir faire l'économie, quelque soit l'endroit où on se trouve au niveau des collectivités, je pense aux communes, aux départements, aux régions, d'un débat sur les ressources des collectivités. Aujourd'hui, je ne connais pas une seule collectivité qui n'ait pas de difficultés à boucler son budget. Ce débat, il faut l'avoir en portant à connaissance des habitants de ce pays, de cette région, tous les éléments nécessaires pour avoir un débat correct, et je le disais tout à l'heure, quand on voit ce qui s'est passé avec près de la moitié du budget de la France qui est parti du travail vers le capital, je crois que c'est de ce côté là qu'il faut chercher les recettes nouvelles.

Je vous remercie M. le Président.